

Unité Environnement
24 Boulevard Henri DUNANT
71000 MACON

MACON, le 21/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GAEC de CHAVANOSSE

453 ROUTE DE LA BAISSSE
71480 VARENNES ST SAUVEUR

Références : 2022-02689

Code AIOT : 0003302330

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2022 dans l'établissement GAEC de CHAVANOSSE implanté 453 ROUTE DE LA BAISSSE 71480 VARENNES ST SAUVEUR. L'inspection a été annoncée le 09/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre :

- du plan pluriannuel de contrôle
- et de la vérification de la mise en oeuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) détaillées dans le dossier de réexamen IED transmis par l'exploitant le 11/04/2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC de CHAVANOSSE
- 453 ROUTE DE LA BAISSSE 71480 VARENNES ST SAUVEUR
- Code AIOT : 0003302330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GAEC de Chavanosse exploite sur le site de Varennes Saint Sauveur un élevage de porcs post-sevrage / engraissement IED (rubrique 3660 de la nomenclature des ICPE). Nombre d'emplacements autorisés pour les porcs de production (>30 kg) : 2891. Le fonctionnement de cette installation est encadré par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°11-03439 en date du 12/07/2011 ;
- l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires DLPE/BENV-2015-280-1 en date du 7 octobre 2015 ;
- l'arrêté préfectoral portant prescription complémentaires DLPE/BRE/2016-169-1 en date du 17/06/2016.

Cité administrative – 24 Boulevard Henri Dunant

BP 22 017 – 71 020 MACON Cedex 9

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi

de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

Tél : 03.85.22.57.00

Mél : ddpp@saone-et-loire.gouv.fr

2) Constats

L'inspection a porté sur le respect des prescriptions définies dans l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des ICPE ainsi que sur celles définies dans les arrêtés spécifiques du site précédemment cités.

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Bilan
6	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Non conformité
10	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Non conformité et En attente de compléments d'information
11	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	En attente de compléments d'information
23	Cahier d'épandage / analyse de lisier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	En attente de compléments d'information.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le fonctionnement du GAEC de Chavanoisse est globalement satisfaisant.

Deux non conformités ont été relevées et devront faire l'objet d'actions correctives :

- Un plan de gestion des nuisibles existe cependant, pour la lutte contre les rongeurs, le rodenticide n'est présent qu'au niveau de certaines zones identifiées et est posé à même le sol.

- Absence de relevé mensuel de la consommation d'eau.

Les points suivants n'ont pu être inspectés que partiellement en raison d'informations manquantes ou incomplètes le jour de l'inspection, définies ci-après, et que l'exploitant devra transmettre sans délai à l'inspection :

- Dispositions relatives aux prélèvements d'eau : attestation de présence d'un disconnecteur sur l'arrivée d'eau potable du site ainsi que l'attestation de maintenance de ce dispositif ;

- Installations électriques : le rapport de l'intervention de contrôle par une entreprise habilitée réalisée le 16/09/2021 ainsi que le plan des actions correctives réalisées le cas échéant ;

- Cahier d'épandage / analyse de lisier : la correspondance entre les numéros des parcelles reportés sur les bordereaux de reprise sur lesquelles du lisier a été épandu au cours de la dernière campagne culturale et les numéros des parcelles autorisées dans le plan d'épandage présent en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DLPE/BENV-2015-280-1 du 7 octobre 2015.

Dernière analyse de lisier réalisée en 2020 (prélèvement 2021 non exploitable). L'exploitant n'a pas transmis le rapport d'analyse le jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le registre des risques (art. 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-I
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de : - 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ; - 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation - en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ; - 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ; - 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel. En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées par le présent article peuvent être augmentées.
Constats : Conforme. Présence historique d'un tiers à moins de 100m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Le site est propre et bien entretenu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : L'exploitant gère seul la lutte contre les nuisibles. Existence d'un plan identifiant les différents points de dépôt de rodenticide. Rodenticide utilisé : FRAP® PAT', molécule active Diféthialone à 25 mg/kg. Cependant, il a été constaté le jour de l'inspection que : <ul style="list-style-type: none">- du rodenticide n'était présent qu'à certains points seulement identifiés sur le plan,- le rodenticide sous forme de pâte contenu en sachet plastique était disposé, à même le sol est n'était pas placé dans des boîtes à appâts inviolables ou couvertes. Pour lutter contre les insectes, surtout sur la période estivale, utilisation de MAGGOTS® dans la fosse après lavage , molécule active Cyromazine 2%.
Type de suites proposées : Susceptible de suites. L'exploitant doit suivre son plan de gestion des nuisibles <u>sans délai</u> .
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I.
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Constats : Les capacités de stockage des effluents d'élevage se répartissent ainsi ; <ul style="list-style-type: none">- pré-fosses sous les caillebotis des trois bâtiments ;- fosse géomembrane (ancien bassin de l'ancienne station de traitement du lisier) couverte et entourée de clôtures en bon état ;- fosse circulaire récente couverte et qui de part sa hauteur ne présente pas de risque de chute.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Références réglementaires : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 Article 4 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaire du 17/06/2016
Thème(s) : Élevage, Sécurité - Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none">- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : - Borne incendie à l'entrée du site. - Présence d'une réserve d'eau supplémentaire (fosse géomembrane) à proximité des fosses à lisier, conformément à la prescription du SDIS reprise à l'article 4 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaire du 17/06/2016. - Présence de 12 extincteurs vérifiés le 09/12/2021 par la société Dumont Sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Vérification des installations électriques réalisée par l'APAVE le 16/09/2021. Vu facture de l'intervention. Le rapport de l'intervention n'a pas été présenté le jour de l'inspection. Il devra être transmis à l'inspection des ICPE ainsi que le plan des actions correctives réalisées le cas échéant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats : Les ¾ des bâtiments (salles d'engraissement) sont équipés en nourrisoupes. Les quantités sont adaptées automatiquement par case en fonction du poids des porcs du lot. Présence d'un compteur d'eau dédié à l'activité IPPC Consommation d'eau en 2021 de 8 198 m³ Utilisation d'un karcher haute pression pour le nettoyage
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
Constats : Compteur d'eau présent mais n'est pas relevé mensuellement en raison de la difficulté d'accès signalée par l'exploitant. La présence d'un dispositif de disconnexion et sa maintenance régulière devront être justifiées par l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Stockage des effluents hors zone vulnérable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la capacité minimale de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois minimum. Les durées de stockage sont définies par le préfet et tiennent compte des particularités pédo-climatiques.
Constats : Conforme, grandes capacités de stockage : pré-fosses dans tous les bâtiments, deux fosses de stockage extérieures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Conforme. Bâtiment 1 : eaux pluviales canalisées (gouttières) et renvoyées dans le fossé. Pour les deux autres bâtiments présence de drains.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I
Thème(s) : Élevage, Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none">- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.
Constats : Le bâtiment 3 (post-sevrage + 1 salle engraissement) est muni de plafonds diffuseurs (entrée d'air aux deux extrémités du bâtiment et sur les côtés). Les salles de ce bâtiment sont également équipées de 2 ventilateurs. Les deux autres bâtiments accueillant les 4 autres salles d'engraissement sont équipées d'entrées d'air situées sur le côté et de volets motorisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Gestion des odeurs. L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 32-1 et 32-2
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes :</p> <p>Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la période allant de 6 heures à 22 heures : <p>DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T / ÉMERGENCE MAXIMALE admissible en db (A)</p> <p>T < 20 minutes/ 10 20 minutes ≤ T < 45 minutes/ 9 45 minutes ≤ T < 2 heures/ 7 2 heures ≤ T < 4 heures/ 6 T ≥ 4 heures/ 5</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux. <p>Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes :</p> <p>L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ; - le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux. <p>Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'urgence.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 susvisé).</p> <p>L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.</p>
Constats : Peu de bruit émanant du site le jour de l'inspection. Inspection partielle de ce point en l'absence d'appareil de mesure spécifique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : <ul style="list-style-type: none">- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;- trier, recycler, valoriser ses déchets ;- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Conforme : présence sur une aire bétonnée, au pied de la fosse à lisier, d'un bac fermé pour le stockage des petits cadavres et d'une cloche pour le stockage des cadavres de grande taille. Vu bordereaux de reprise de l'équarrissage Secanim en date du 29/07/2022 et du 11/08/2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
Constats : Conforme Vu bordereau du 24/06/2022 de reprise des déchets d'activités de soins à risques infectieux par LA COLLECTE MEDICALE. Ces déchets sont ensuite valorisés par SUEZ RV Energie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Cahier d'épandage / analyse du lisier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 Article 20-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : AM : Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. AP : Les valeurs fertilisantes du lisier, estimées d'après des tables de références reconnues sont affinées par des analyses réalisées annuellement.
Constats : Plan d'épandage établi par la SA PRELY et repris à l'identique par le GAEC de Chavanoisse. L'intégralité du lisier est repris par 10 exploitants différents : MALIN Jacky / GAEC d'ARMONT / EARL du Bois RAPILLARD / GAEC du MALICHY / GAEC de la GRANGE VAGNOT / GAEC DU GROSBUIIS / BLANC François / GOUX RACHEL / SANDELION Gilles et le GAEC de la SANE. Les parcelles de DORNAND Bernard initialement présentes dans le plan d'épandage de la SA PRELY ont été reprises par le GAEC du GROSBUIIS et le GAEC de la GRANGE VAGNOT Des conventions de reprises sont signées entre les deux parties. Des bordereaux de reprises sont édités pour chaque repreneur cependant, les références des parcelles indiquées ne correspondent pas aux références des parcelles autorisées dans le plan d'épandage : l'exploitant devra détailler à l'inspection des ICPE la correspondance entre les numéros d'identification afin de vérifier que les parcelles qui ont fait l'objet d'un épandage sont bien celles autorisées dans le plan d'épandage. Dernière analyse de lisier réalisée en 2020 (prélèvement 2021 non exploitable). L'exploitant n'a pas transmis le rapport d'analyse le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet sous réserve de transmission des éléments demandés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II				
Thème(s) : Élevage, Dossier				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ». Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>				
<p>Constats : Dossier de réexamen IED transmis par le GAEC de Chavanosse le 11/04/2018, dossier déclaré conforme par l'inspection le 26/01/2021.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les deux fosses à lisier sont couvertes. - Système de management environnemental mis en place avec l'aide de l'interprofession. - Concernant les émissions : 				
Données transmises dans les Bilans Réels Simplifiés établis sur l'année 2021 :				
	Porcelets en post-sevrage	Porcs à l'engraissement	Performance associée aux MTD	Commentaire
Quantité d'azote excrété par emplacement / an (MTD 3)	1,39	10,17	Porcelets PS < 4,0 Porcs à l'engrai < 13	Niveau de performance atteint
Quantité de phosphore excrété par emplacement et / an (MTD 4)	0,53	9,95	Porcelets PS < 2,2 Porcs à l'engrai < 5,4	Niveau de performance atteint pour les porcelets en PS / non atteint pour les porcs à l'engraissement

	Approche globale porcs (1296 places PS, 611 porcs de production)	Porcs de production	Valeurs limites réglementaires	Conformité
	Kg NH3/emplacement/an	Kg NH3/emplacement/an		
Bâtiment 1		2,42	3,6	oui
Bâtiment 2		2,42	3,6	oui
Bâtiment 3	1		1,63	oui

- Les animaux reçoivent une alimentation multiphase répondant aux besoins spécifiques des périodes de production.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet
